



ELSEVIER

ENTRETIEN



www.elsevier.com/locate/natsci

Un sociologue à la présidence de l'Inra : hasard et nécessité

Entretien avec Bertrand Hervieu
Propos recueillis par Marcel Jollivet

A sociologist at the head of Inra : coincidence and necessity

Interview with Bertrand Hervieu by Marcel Jollivet

Bertrand Hervieu ^a, Marcel Jollivet ^b

^a Sociologue, Inra, 147, rue de l'Université, 75338 Paris cedex 07, France

^a Sociologue, Ladysy/CNRS, bât. Max-Weber, université de Paris-X, 92001 Nanterre cedex, France

Président de l'Inra depuis 1999, B. Hervieu est sociologue et politologue. Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'ENGREF, il a également occupé à plusieurs reprises des responsabilités dans la haute administration du ministère de l'agriculture. Il a également eu des responsabilités politiques. Il se trouve que sa présence à l'Inra intervient à un moment où les préoccupations concernant l'environnement et l'alimentation conduisent à s'interroger sur le modèle d'agriculture en place et où, en outre, les applications de la biologie à la recherche « agronomique » sont l'objet de controverses scientifiques et sociales et soulèvent des questions éthiques. D'où l'intérêt de s'interroger sur le sens de sa nomination. Il est aussi intéressant de voir si et comment les analyses du président et du sociologue se nourrissent l'une l'autre et quelle analyse de la situation actuelle de la recherche agronomique résulte de ce double regard. On retrouvera abordées dans ses propos bon nombre des questions familières aux lecteurs de NSS. *La rédaction.*

Marcel Jollivet (NSS) - En dehors des postes de responsabilité divers que vous avez occupés, vous faites une carrière de sociologue au CNRS. Or, à ma connaissance, jusqu'à maintenant, tous les présidents de l'Inra venaient soit de l'agronomie, soit de la biologie, ou même de la physique. Votre arrivée a donc représenté une importante innovation, voire une petite révolution ?

Bertrand Hervieu - En effet. Pour bien comprendre la situation actuelle sur ce plan, il faut faire un bref retour en arrière. À l'origine, l'Inra avait un statut d'établissement public à caractère administratif. Il avait alors un directeur et un conseil d'administration avec un président. Et ce dernier pouvait être un représentant de la profession agricole. Ce fut le cas notamment de Louis Perrin, qui était aussi président des chambres d'Agriculture. Il était de tradition que le directeur, quant à lui, soit un « Agro ». Lorsque, dans le cadre de la loi Chevènement (1984), l'Inra fut transformé en établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), il fut décidé, à la demande de Jacques Poly qui y voyait une nécessité pour que la transition s'opère dans de bonnes conditions, qu'il n'aurait qu'une seule « tête ». C'est ainsi que Jacques Poly lui-même en est devenu le président directeur général ; il s'agissait pour lui d'intégrer

pleinement dans la communauté scientifique un organisme qui avait jusque là un statut d'institut de recherche appliquée sous la seule tutelle du ministère de l'agriculture. Il fut mis fin à cette situation tout à fait exceptionnelle d'un EPST dirigé par un PDG peu de temps après que J. Poly eut quitté ses fonctions. À partir de là, l'Inra rentra dans le rang et eut un président et un directeur, comme les autres EPST. Et, afin de poursuivre l'intégration de l'Inra dans la communauté scientifique, le profil des personnalités qui occupèrent les fonctions de présidence ou de direction évolua. Un double mouvement s'opéra : une plus grande ouverture sur les grandes écoles – autres que les écoles supérieures agronomiques – avec, notamment, la nomination de polytechniciens et, beaucoup plus modestement, l'entrée en scène d'« universitaires », catégorie dans laquelle je me range. Avec ma nomination, c'est donc une double évolution qui a eu lieu : d'une part, un ancrage plus affiché dans le milieu universitaire et, d'autre part, phénomène plus nouveau, un appel aux sciences sociales et, qui plus est, à la sociologie et non à l'économie, discipline dominante parmi les sciences sociales à l'Inra.

Marcel Jollivet - C'est bien là ce qui surprend le plus. Comment expliquer ce choix ?

Bertrand Hervieu - Je pense qu'il s'agit pour une bonne part d'un concours de circonstances. J'avais en fait deux liens extra scientifiques avec l'Inra qui pouvaient faciliter les choses. Tout d'abord, je viens du monde agricole et cela se sait en raison du rôle que certains membres de ma famille ont joué, ou continuent de jouer, dans les organisations professionnelles agricoles et des rapports étroits qu'ils ont eu ou ont encore de ce fait avec l'Inra. C'est une donnée qui a incontestablement pesé lourd dans la balance. Au point que beaucoup de personnes à l'Inra pensaient, quand j'ai pris mes fonctions, que certes j'étais sociologue, mais que j'étais aussi ingénieur agronome ! Ce qui n'a en effet rien d'exceptionnel à l'Inra. À cela s'ajoute le fait que, dans mes travaux de sociologue et de politologue, j'ai montré mon intérêt pour les politiques publiques agricoles, et que, dans les responsabilités que j'ai occupées à plusieurs reprises au ministère de l'Agriculture, je me suis même impliqué dans leur conception et leur mise en œuvre. C'est ainsi que, lorsque j'ai quitté le cabinet du ministre de l'Agriculture pour venir occuper mes fonctions à l'Inra, je venais de mettre la dernière main à la mise en place des contrats territoriaux d'exploitation. Auparavant, j'avais eu l'occasion d'être impliqué très directement dans le devenir de l'Inra. Ainsi, en 1982, en tant que sous-directeur de la recherche et des études au ministère de l'Agriculture, j'avais eu à suivre le dossier de la transfor-

mation de l'Inra en EPST. À ce propos, il ne faut pas oublier qu'à la fin des années 70, il avait été envisagé de donner à l'Inra le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), ce qui avait créé une grande inquiétude dans la maison. Sa transformation en EPST avait alors représenté un énorme soulagement interne.

Marcel Jollivet - Ce que vous laissez entendre là, c'est qu'étant donné votre origine agricole, à travers vous l'Inra recréait son lien avec le monde agricole ?

Bertrand Hervieu - C'est en tout cas ainsi que certains l'ont ressenti. L'Inra a fait un effort énorme pour s'insérer dans la communauté scientifique, pour s'inscrire dans le registre des disciplines qui y sont reconnues, avec tout ce que cela implique en matière d'évaluation scientifique ; et cela a parfois été vécu comme un éloignement vis-à-vis du monde agricole.

Marcel Jollivet - L'Inra éprouvait donc le besoin de rétablir ce lien ?

Bertrand Hervieu - Oui, je le pense profondément. Il existe au sein de cette maison une tension très forte entre une dynamique scientifique que l'on peut qualifier d'académique, avec ce que ceci signifie en termes de reconnaissance sur le plan purement scientifique, et un attachement envers le monde agricole qu'incarnent plus particulièrement les ingénieurs agronomes qui ont embrassé la carrière de chercheur ainsi que les ingénieurs, les techniciens et le personnel technique et administratif qui travaillent avec eux. On pourrait même parler à leur propos d'une quête d'alliance avec le monde agricole. Pour eux, il n'est pas indifférent, loin de là, d'être à l'Inra et non pas au CNRS. Cette tension, qui s'incarne dans un désir de recherche d'excellence, mais d'une excellence finalisée et d'une finalité orientée vers l'agriculture, est l'esprit même de la maison. Elle est extrêmement créatrice et, pour qui, comme c'est mon cas, a une responsabilité vis-à-vis de l'institution, il est très important non seulement d'en tenir compte – et c'est stimulant – mais aussi de la porter et de l'incarner.

Marcel Jollivet - Soit, mais tout cela n'est pas nouveau et n'explique pas les ruptures dont vous parliez au début.

Bertrand Hervieu - Là encore, un petit retour en arrière s'impose. Il y a ce que l'on pourrait appeler l'Inra de la première période, de 1946 à 1965, qui est la période de la science au service du développement de l'agriculture à travers la génétique, la sélection, la nutrition, la conduite des cultures... Et puis, avec l'accroissement de la production résultant de tous ces acquis et les problèmes de surproduction apparus dans certains secteurs de

production, arrive le temps de réfléchir à la transformation des produits et de la mettre en œuvre. L'Inra doit alors répondre à une véritable injonction, tant de la profession agricole que des pouvoirs publics, à développer ses recherches dans le champ de l'agro-alimentaire. Et il l'a fait en contribuant à faire émerger tout un tissu de PME et de PMI dans le secteur de l'industrie agro-alimentaire. À la faveur de l'élargissement de son champ d'intervention, l'Inra déploie alors son réseau territorial : il s'implante en particulier à Nantes, à Massy et à Lille. Vient ensuite, troisième période, le moment où, pour ne pas perdre pied compte tenu des avancées des sciences appliquées à l'agriculture, l'Inra doit être reconnu par toute la communauté scientifique. C'est alors le grand virage de 1982, avec sa transformation en EPST. Le tandem que constituent alors Jacques Poly et Guy Paillotin illustre à merveille la mutation qui se produit à ce moment-là. En effet, on voit alors un Poly généraliste, politique, proche du monde agricole et reconnu par lui, qui incarne en quelque sorte l'héritage de l'Inra, demander à un scientifique pur et dur, et reconnu comme tel, de mettre avec fermeté l'organisme en ordre de marche pour qu'il fasse de la science, notamment en y renforçant les découpages disciplinaires et en y introduisant l'évaluation scientifique qui leur correspond. Ce qui est nouveau, c'est que nous sommes aujourd'hui au bout de cette logique, dans une situation non pas de divorce, mais une situation où la science est allée tellement vite, où les progrès ont été tellement fulgurants que le monde agricole ne sait plus quelles questions poser à l'Inra. L'Inra se sent, d'une certaine façon, orphelin du monde agricole et, de son côté, le monde agricole se sent coupé de la science. Nous entrons dans la quatrième période de l'Inra et mon arrivée correspond à ce changement et prend sens par rapport à lui.

Marcel Jollivet - Comment caractériser ce nouveau contexte ? Et que doit faire l'Inra pour s'y adapter ?

Bertrand Hervieu - D'un mot, on peut dire que l'on se trouve face à une nécessité de « re-complexification ». Veuillez excuser ce néologisme barbare, mais il exprime bien ce qu'est l'enjeu majeur aujourd'hui pour la recherche au sein d'un organisme comme l'Inra. Le champ à couvrir par l'Inra et son domaine d'intervention ne sont plus seulement la production et la transformation des produits agricoles : ils se sont élargis à la question de l'aliment et de l'alimentation, ainsi qu'à celles de l'environnement et du territoire. Il faut donc construire une stratégie scientifique englobant tout ce périmètre, que nous bornons à l'aide des trois termes qui constituent les trois pôles de notre pro-

grammation : l'alimentation, l'environnement et l'agriculture. Ce faisant, nous nous heurtons à deux grosses difficultés. La première est due au fait que la recherche autour de chacun de ces pôles repose nécessairement sur un triple apport, celui des disciplines physico-chimiques, celui des disciplines biologiques et celui des disciplines économiques et sociales. Comment faire en sorte que cette indispensable interdisciplinarité alimente concrètement et de façon approfondie l'analyse de ces pôles pris un à un ? La seconde difficulté porte sur les articulations entre ces trois pôles. Comment créer, en termes de programmation scientifique, une circulation des problématiques de recherche entre eux alors qu'ils sont *a priori* étrangers l'un à l'autre dans les découpages traditionnels de la recherche ? Trouver une forme d'organisation du travail scientifique qui permette d'obtenir la plus-value de connaissances qui doit résulter de la mise en œuvre de l'interdisciplinarité au sein de chacun de ces pôles et entre eux est un enjeu scientifique majeur pour l'Inra. C'est là à la fois ce qui est attendu de l'organisme et où réside son originalité, tant dans ses objets et ses finalités que dans ses démarches de recherche. On est bien face à des enjeux scientifiques nouveaux qui appellent une construction scientifique originale. Et la tâche est ardue.

Marcel Jollivet - Vous avez dit, pour le regretter, que ce qui caractérise cette nouvelle période, c'est que le dialogue entre l'Inra et les agriculteurs est souvent difficile. En quoi cette démarche nouvelle permet-elle de le renouer ?

Bertrand Hervieu - Qu'il s'agisse de l'aliment et de l'alimentation, de l'environnement ou du territoire, les questions que nous nous posons sont aussi celles qui se posent aux acteurs sociaux. Aux agriculteurs, bien sûr, et à tous ceux qui, transformateurs de produits agricoles, participent à la production des aliments. Mais pas seulement : l'élargissement de son champ de recherche et d'action amène l'Inra à s'ouvrir à des acteurs sociaux plus divers. Il en va ainsi notamment de ceux qui ont à voir avec la consommation et avec l'environnement, ainsi que des collectivités territoriales. Sans oublier l'opinion publique. De ce point de vue aussi, on le voit, le contexte se complexifie. L'ouverture du dialogue avec tous ces secteurs de la société n'est pas seulement pour l'Inra une question de tactique institutionnelle, c'est aussi une des conditions de la réussite de son projet scientifique et un antidote au risque d'enfermement de l'organisme sur lui-même.

Marcel Jollivet - Tout ceci ne peut-il pas finalement expliquer qu'il ait été fait appel à un sociologue pour la présidence de l'Inra ?

Bertrand Hervieu - Il ne faut pas, encore une fois, sous-estimer le concours de circonstances dont nous avons déjà parlé. Et ce n'est peut-être pas le lieu ici d'entrer dans les détails des événements qui ont abouti à ma nomination, qui montreraient que les choses ont été loin d'être simples et n'ont pas procédé d'un projet et d'une volonté aussi claires qu'on peut le penser. Ceci dit, la nécessité de « repositionner » l'Inra dans la société a sans aucun doute contribué à rendre crédible l'idée qu'un sociologue puisse en être le président. Il n'est pas exclu, d'ailleurs, que cette idée ait reposé chez certains sur le malentendu classique selon lequel le sociologue peut faire passer dans la société un message qui a du mal à s'y diffuser. Les questions ayant trait à la qualité des aliments, aux OGM, au clonage, pour ne pas parler de celles portant sur l'environnement, constituent en effet un contentieux lourd entre la recherche et l'opinion ! La sociologie est souvent pensée, notamment dans la culture de l'ingénieur, comme une science d'aide à la décision et non pas comme une science d'acquisition de connaissances pour la compréhension des phénomènes sociaux. Or, il convient de comprendre ce qui est en train de se jouer à travers les bouleversements qu'introduisent les rapides progrès des connaissances dans le domaine des sciences de la vie, les nouvelles définitions - et les nouvelles représentations ! - du vivant qui en découlent. Déstabilisant les représentations sociales, ainsi que les valeurs que celles-ci véhiculent, ces bouleversements provoquent forcément des réactions. Il y a donc tout un travail d'analyse scientifique, au demeurant classique, à conduire. Mais ce n'est pas la tâche du président ! En revanche, je crois pouvoir dire que ma formation de sociologue, associée à l'expérience que j'ai de l'administration, me fournit des outils pour comprendre les questions que soulèvent les rapports entre la science et la société (pour ce qui concerne l'Inra, bien sûr), ainsi que la façon dont les vivent les chercheurs. Elle m'aide à définir ma position sur ces problèmes et à la traduire tant sur le plan scientifique, dans ma contribution à la construction du projet scientifique de l'organisme, que sur le plan politique, dans mon discours aussi bien à usage externe, pour la gestion des rapports de l'Inra avec son environnement social et politique, national et international, qu'interne, pour la préservation de l'identité collective des personnels face aux mutations qui s'opèrent. Et ceci au profit, du moins je l'espère, de cette Maison.

Marcel Jollivet - Eh bien, précisément, quels sont les questions majeures auxquelles l'Inra vous semble aujourd'hui confronté ?

Bertrand Hervieu - J'en vois au moins deux concernant l'agriculture. Et, en premier lieu celle-ci : comment un organisme de recherche comme l'Inra peut-il contribuer à la redéfinition des fonctions de l'agriculture qui s'opère actuellement dans nos sociétés modernes ? En l'énonçant, je pense bien sûr à toute la réflexion sur la « multifonctionnalité » qui a cours depuis quelques années et sur laquelle l'Inra a d'ailleurs lancé un grand programme de recherche. Ce thème me paraît avoir un double intérêt : c'est, d'une part, un angle d'attaque particulièrement riche pour revisiter les fondements de l'activité agricole et refonder sa légitimité et d'autre part particulièrement propice à l'interdisciplinarité. L'association de ces deux axes de travail me semble être une voie prometteuse pour faire un retour sur l'agronomie elle-même en la considérant moins comme un héritage intellectuel que comme une construction nouvelle alimentée par les avancées enregistrées dans d'autres disciplines (je pense en particulier aux sciences biologiques et aux sciences du sol). De mon expérience, tant de la recherche que de l'administration, et notamment, sur ce dernier plan, de la mise en place de la loi d'orientation agricole fondée sur le concept de « multifonctionnalité », je tire l'idée que la science porte un autre regard sur l'agriculture, voit autrement les richesses que celle-ci produit ; et qu'il convient donc qu'elle aide la société à se donner cet autre regard, ceci supposant qu'elle s'en donne à elle-même un qui soit clair. De ce point de vue, la référence au développement durable est, à mon avis, incontournable pour l'Inra. La prise en compte de ce concept dans nos activités de recherche ne date certes pas d'hier. Les engagements internationaux pris par la France et l'Union européenne, notamment à Rio en 1992, mais aussi le mouvement général d'évolution des sciences et les transformations des attentes de la société vis-à-vis de la recherche agronomique ont, depuis une dizaine d'années, pesé dans nos orientations et nos pratiques de recherche. Cependant, force est de constater que ce concept prend actuellement une importance qui n'est pas qu'un effet de mode consécutif au Sommet de Johannesburg. Il appelle, du point de vue de la recherche, un renouvellement de nos finalités et des principes qui fondent l'activité scientifique elle-même. Le rapport que Bernard Hubert et Olivier Godard ont récemment rendu sur « le développement durable à l'Inra » est, à ce titre, très éclairant.

Marcel Jollivet - Il me semble que ce que vous venez de dire procède typiquement d'un discours de sociologue...

Bertrand Hervieu - Sans doute. La deuxième question à laquelle l'Inra est, me semble-t-il,

confronté et qui me préoccupe compte tenu des fonctions qui sont les miennes aujourd'hui est celle-ci : l'Inra ne serait-il pas par excellence l'organisme de recherche qui pourrait - et qui devrait - faire parler entre elles les sciences de la vie et les sciences sociales dans la mesure où il devient nécessaire de redéfinir la plante, l'animal, en un mot le vivant ? C'est bien ce à quoi nous oblige tout ce qui a trait à la transgénèse, aux OGM, au clonage.

Marcel Jollivet - En effet, cela semble évident. Et je suis même un peu surpris que l'on n'ait pas parlé de ces questions plus tôt. N'est-ce pas en fin de compte ce qui pourrait justifier le mieux l'appel fait à un sociologue ?

Bertrand Hervieu - Eh bien, détrompez-vous ! Il est certain que j'étais attendu sur la question de la multifonctionnalité. Ce fut d'ailleurs le thème dominant de mon discours durant la première année de mon mandat. Mais rien de semblable ne s'est produit concernant ces questions sur le vivant. Aucune attente ne s'est manifestée envers moi à ce sujet. Et mes avances en ce sens n'ont rencontré d'écho que chez quelques personnes. J'en ai été très surpris.

Marcel Jollivet - Vous avez donc renoncé ?

Bertrand Hervieu - Pas du tout, car je pense que ces questions sont appelées à se poser de façon de plus en plus vive et que c'est autour d'elles que se joue l'avenir de l'Inra. Compte tenu de toutes les forces centrifuges qui risquent de peser sur l'organisme, qu'elles viennent de ses évolutions internes (et notamment de la pyramide d'âge et des qualifications de ses personnels), de la science, de l'Europe et, plus largement, du politique, il m'a paru souhaitable de lancer une réflexion prospective sur l'avenir de l'institut à l'horizon 2020 (« Inra 2020 »). Mon postulat de départ est qu'il est important qu'à une échéance de vingt ans l'Inra continue d'exister : c'est important pour le développement de la science et pour une science au service de la société, parce que vouloir articuler sciences de l'aliment, sciences de l'environnement et agronomie constitue un vaste chantier scientifique et que seul l'Inra peut le mener à bien. C'est sa mission à la fois scientifique et sociale, c'est le terrain sur lequel il est attendu... La question des rapports de la société au vivant définit un des grands « fronts de science » des vingt prochaines années. S'il n'y a pas un dialogue fort entre les sciences sociales et les sciences biologiques, mais aussi avec les sciences physiques en raison des transformations très lourdes que les avancées mêmes de la biologie provoquent dans le monde physique, on peut craindre des phénomènes de déstabilisation profonde de la société. Edgar Morin définit le rôle des sciences sociales en disant qu'il est de contribuer à faire en

sorte qu'une société se comprenne elle-même. Or, pour se comprendre elle-même aujourd'hui, notre société a absolument besoin d'intégrer, de repenser et de se réapproprier les bouleversements de tous ordres qui se produisent autour de et du fait de la biologie. Des bouleversements qui remettent en jeu rien moins que la maîtrise du corps, de la procréation, de la vie et de la mort. Et ceci passe bien évidemment par un travail conjoint entre les sciences biologiques et les sciences sociales. Tout ceci bouscule les sciences. Et bien entendu l'Inra. D'où la nécessité d'inscrire ces questions au cœur de notre réflexion prospective.

Marcel Jollivet - Vous pouvez donc dire que vous avez finalement réussi à faire passer un message qui vous tient à cœur. Mais c'est dans un document de pure réflexion et sans application pratique.

Bertrand Hervieu - Pas seulement. Car ce travail de prospective s'inscrit dans un vaste processus de réflexion interne qui débouchera, au début de l'année prochaine, sur un nouveau schéma d'orientation quadriennal (2005-2008). Mon rôle est donc d'éclairer l'avenir pour faciliter la mise au point de stratégie de court et moyen termes. Ce genre de démarche me paraît d'une grande importance. L'Inra a certes ses fragilités, comme toute œuvre humaine, mais c'est néanmoins une institution très forte, très solide. Il est d'ailleurs frappant de constater à quel point, en dépit de cette solidité sur laquelle tout le monde s'accorde, l'inquiétude tant individuelle (concernant son travail, son avenir...) que collective (concernant le sort de l'institution, de la recherche publique...) y est élevée. Le fait de construire un avenir au moins par l'analyse, par la mise en perspective, même si ce n'est que du verbe et du discours, est une nécessité absolue pour transformer l'établissement ; et notamment pour lui permettre de s'ouvrir. Il s'agit bien sûr de parler d'une identité à construire et non pas de l'identité héritée. C'est ainsi que, lorsqu'on me demande : « Quelle doit être l'ambition, en fin de compte, de l'Inra ? », ma réponse est : « Être un pôle structurant de la recherche en sciences de la vie en Europe ». Il me semble que c'est là au moins un des scénarios possibles de son avenir. L'Inra doit être en mesure de contribuer, par le développement des connaissances et dans les domaines qui sont les siens (l'agriculture, l'alimentation et leur rapport au territoire et à l'environnement), à la clarification des rapports entre les sociétés humaines et le vivant. La clarification des termes de la confrontation entre les progrès des connaissances sur le vivant et les fondements sociétaux des rapports au vivant me semble, en particulier, un champ à la fois peu exploré et décisif pour nos sociétés modernes.

Marcel Jollivet - Toutes ces considérations, sans doute indispensables, portent sur l'avenir. Pour le présent immédiat, quelles sont vos priorités ?

Bertrand Hervieu - Tout d'abord, deux précisions s'imposent. La première est pour rappeler que l'Inra sort d'une réforme en profondeur de ses structures de recherche et d'appui à la recherche. Ce fut l'œuvre de mon prédécesseur et du directeur précédent. C'est un héritage que j'accepte totalement car il va dans ce que j'estime être la bonne direction. Ma première mission fut de le consolider et je m'y suis employé durant la première année de mon mandat. La directrice générale actuelle agit dans le même sens. S'il est important de veiller à ce qu'un organisme de recherche ne s'endorme pas dans la routine, il importe tout autant de ne pas le déstabiliser par des réformes qui se télescopent les unes les autres. Il faut savoir trouver le bon rythme et laisser se mettre en place ce qui a été lancé. La seconde précision que je veux apporter a trait au rôle des uns et des autres dans une institution comme l'Inra (identique de ce point de vue à tous les grands organismes de recherche). La présidence (avec le conseil d'administration) impulse, mais c'est à la direction générale qu'il revient de prendre et mettre en œuvre les décisions opérationnelles ; et notamment, en l'occurrence, de faire en sorte que la réforme passe dans les faits. Il faut souligner aussi le rôle majeur du conseil scientifique. J'ai le souci d'être très respectueux des prérogatives des uns et des autres et j'apprécie la façon dont chacun les exerce. Je n'ai donc pas à avoir – et je n'ai pas à proprement parler – de projet d'action autonome concernant le fonctionnement de l'institution. Je peux, en revanche, avoir mon idée sur la façon dont elle fonctionne par rapport aux objectifs que je me donne et que le conseil d'administration lui a donnés. De ce point de vue là, je dirais que, si l'organisation actuelle de l'appareil de recherche traduit bien le tripode agriculture, alimentation, environnement dont j'ai parlé, en revanche elle tend à maintenir le cloisonnement entre chacun de ses composants. On n'en est vraiment qu'au début de la construction d'une circulation des questionnements entre ces trois éléments. Certaines disciplines commencent à penser le lien, mais ce sont des exceptions. Le principe d'un dialogue entre les trois segments disciplinaires (sciences de la vie, sciences physiques et sciences sociales) sur chacun des trois pôles du tripode, d'une part et d'autre part, l'idée qu'ils pourraient créer des ponts entre ces trois pôles, sont loin d'atteindre le niveau de conceptualisation qui permettrait de les mettre en œuvre de façon productive. Mon souhait est qu'on ne relâche pas l'effort sur ce point et que l'on

avance en marquant des étapes. Je pense que la meilleure façon de procéder est de monter deux ou trois programmes pilotes centrés sur cet objectif. Cela pourrait se faire par exemple autour de la question de la définition de l'animal. Sous l'influence de la science et de ses applications pratiques, nous avons, en un demi-siècle, changé trois fois le regard que nous portons sur lui ! Après la seconde guerre mondiale, nous avons l'animal sauvage connu, chassé et l'animal domestique, lui aussi connu, mais nommé et proche de la maison. Changements de catégories dans les « trente glorieuses » : si l'animal sauvage demeure (tout en perdant du terrain), l'animal domestique devient un animal instrumentalisé par la génétique et la nutrition (un animal abstrait, pourrait-on dire), un animal de rente et un outil en vue d'un objectif qui fait consensus : améliorer l'alimentation humaine tout en abaissant son coût. C'est l'époque de la loi sur l'élevage et de celle sur le développement agricole dont l'Inra est un des acteurs majeurs. Et puis, la situation devient plus complexe : parmi les animaux sauvages, apparaissent les animaux protégés ; certains animaux de rente retrouvent un statut d'animal domestique ; et, enfin, surgit l'animal de compagnie, économiquement fort lucratif ! Cette histoire est, en outre, à mettre en parallèle avec celle de l'homme : la biologie de la reproduction, du vieillissement, de la mort ignore la barrière des espèces. La question du clonage est là pour nous le rappeler ! Cela met en jeu des représentations et des valeurs fondamentales et en même temps renvoie à des enjeux tout aussi fondamentaux. Peut-on ignorer tout cela quand on fait de la recherche sur l'animal ? Ce sont là des pistes pour pousser plus avant l'intégration souhaitable des grands axes de recherche de l'organisme.

Marcel Jollivet - Vous êtes connu pour avoir critiqué le modèle d'agriculture que l'on qualifie communément de « productiviste » et pour avoir été de ceux qui défendaient, contre ce modèle, celui d'une agriculture « marchande et ménagère »¹. Vous avez d'ailleurs tenté de faire prévaloir ces idées dans votre action politique². Peuvent-

¹ Allusion aux travaux du groupe dit « de Seillac » dont B. Hervieu faisait partie. Les prises de position de ce groupe ont été publiées (cf. Edgard Pisani, *Pour une agriculture marchande et ménagère*, Éditions de l'Aube, 1994, 181 p.). Elles ont été développées dans un entretien de NSS avec E. Pisani (4, 1993, 336-341). Elles ont été reprises et prolongées par un autre groupe de réflexion, dit « Groupe de Bruges » présidé par B. Hervieu (cf. Groupe de Bruges, *Agriculture, un tournant nécessaire*, Éditions de l'Aube, 1996, 92 p., édition revue et augmentée, 2002).

² Notamment à travers la mise en place des contrats territoriaux d'exploitation dans la loi d'orientation agricole de 1999.

elles également inspirer – et si oui, comment – votre action en tant que président d'un organisme qui, par ses recherches, a activement contribué à la mise en place de ce modèle ? Retrouvez-vous dans ces priorités que vous affichez pour l'Inra les idées que vous avez défendues auparavant ?

Bertrand Hervieu - Plus qu'à développer une critique en règle du modèle dit productiviste, je me suis appliqué à mettre en avant l'idée du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes d'un côté et, d'autre part, à promouvoir une réflexion sur les productions de richesse non marchandes de l'agriculture. S'agissant du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, il m'est apparu important de rappeler aussi bien aux États-Unis qu'aux pays d'Europe, que le développement des pays du Sud, y compris le développement de leur démocratie, passait par la conquête d'un minimum d'autonomie alimentaire et de protection de leurs marchés agricoles. Une telle affirmation revient à contrecarrer l'idée qui avait cours dans les années 90 et selon laquelle en vertu des avantages comparatifs, il revenait aux pays du Nord de nourrir les pays du Sud. Pour autant, et c'était la deuxième idée, réguler la production dans les pays du Nord peut s'accompagner d'un nouvel horizon pour l'agriculture elle-même si l'on veut bien admettre que dans les pays développés, nos concitoyens attendent de l'agriculture et c'est heureux plus que la seule production de matière première alimentaire à bas prix. À mes yeux, le débat sur la sécurité alimentaire mondiale renvoie pleinement au débat sur l'agriculture durable et sur la multifonctionnalité. De ce point de vue, les orientations prises par l'Inra en cherchant à articuler production durable en agriculture, sécurité alimentaire, sécurité des aliments et, enfin, gestion des territoires, recouvrent les préoccupations que je viens d'exprimer.

Marcel Jollivet - Dans un article du journal *Libération*, daté du 23 septembre 2002 et cosigné avec la directrice générale de l'Inra, vous avez récemment pris position sans restriction en faveur de la poursuite des recherches sur les OGM, question éminemment controversée. N'y a-t-il pas là une contradiction avec ce que vous venez de dire ?

Bertrand Hervieu - Tout d'abord, je dois dire que j'ai été extrêmement mécontent du titre (« Oui aux OGM aux champs ») que le journal en question a donné à ce texte. Notre article ne porte évidemment que sur les essais. Et, de ce point de vue, pour moi, il y a, au contraire, une grande cohérence entre le principe de précaution et la nécessité de construire l'évaluation du risque. Car pour construire jusqu'au bout l'évaluation du risque, il est bien indispensable, une fois faits tous les essais en serre et après avoir pris toutes les précautions

requis, d'aller voir ce qui se passe en plein champ ; et, pour ce faire, d'en passer, au moins pour quelque cas, par un nombre aussi parcimonieux que possible d'expérimentations sur quelques petites placettes. Le principe de précaution se nie lui-même s'il ne laisse pas l'espace à des expérimentations à des fins d'évaluation de l'innovation. C'est dans cet esprit que je revendique le droit pour l'Inra d'apprécier dans quels cas il estime nécessaire de se livrer à ce type de recherches, dont nous nous efforçons de limiter le plus possible le nombre. Cette prise de position a été mal reçue dans les milieux opposés aux OGM. Il nous a aussi été reproché de négliger l'information de la population. Afin de mieux nous expliquer, nous avons provoqué, au mois de décembre 2002, une réunion à laquelle étaient représentées une quinzaine d'associations. Il est vrai que c'est un problème difficile à aborder à cause de tout ce qu'il met en jeu, et difficile à clarifier en raison de sa complexité. Il y a d'ailleurs débat à l'intérieur de l'Inra. Les scientifiques spécialisés considèrent que leurs travaux permettent de dire qu'il n'y a aucun risque sur les plans biologique et écologique. Ils se cantonnent bien sûr, en disant cela, dans leur strict champ de compétence. Ce faisant, ils négligent bien évidemment et on peut le regretter les aspects économiques et sociaux de la question. Mais, d'un autre côté, on ne peut pas tirer argument du risque de construction de monopoles autour des ressources génétiques car c'est là le problème que soulèvent certains économistes pour arrêter toute recherche. Mon rôle est de respecter le travail des chercheurs ; mais et j'insiste sur ce point dans le cadre du principe de précaution et à condition de procéder à une évaluation approfondie des risques. Une fois ceci fait, il faut poser la question des conditions économiques de l'application des connaissances et se retourner vers le politique pour trouver les solutions. La voie dans laquelle il faut rechercher cette solution est, selon moi, ce que j'appelle la « mutualisation » de la recherche. En réponse à votre question sur ce que sont mes priorités, je dirais même que c'est la toute première.

Marcel Jollivet - Ce que vous proposez là est important et il faut que nous l'approfondissions. Mais avant que nous y revenions, il me semble nécessaire de préciser un point concernant ce que vous venez de dire. Il est vrai que de plus en plus d'« autorités » scientifiques prennent position en disant, comme le disent selon vous les chercheurs compétents sur la question à l'Inra, que les OGM ne présentent aucun risque sur les plans biologique et écologique. Il n'en demeure pas moins que, toujours en restant sur les plans de la biologie et de l'écologie, cela est encore contesté. Peut-on faire

l'impasse sur cette contestation ? Quand on a présent à l'esprit l'affaire du sang contaminé, par exemple, ne peut-on pas craindre qu'un jour, la responsabilité de la recherche soit mise en avant si le recours aux OGM entraîne des conséquences néfastes, que ce soit sur le plan sanitaire ou sur le plan écologique ?

Bertrand Hervieu - S'il faut rouvrir un débat scientifique, pourquoi pas ? Mais il faut dire que ce qui surprend dans cette affaire, c'est précisément la difficulté de faire se confronter en termes scientifiques des chercheurs compétents et reconnus, mais appartenant à différentes disciplines. Il faut bien avoir présent à l'esprit que l'opinion publique n'a pas les moyens de mettre en perspective les avis multiples, et tous fondés, qui sont donnés par chacune des disciplines concernées : écologie, nutrition humaine, économie, génomique... Selon leur spécialité, les chercheurs peuvent porter des avis divergents sur l'intérêt qu'il y a à développer ou non des OGM. Ce que l'opinion attend de nous, c'est de construire un point de vue intégrant l'apport de chacune des disciplines et éclairant une décision qui, *in fine*, est forcément une décision d'ordre politique. De ce point de vue, il est essentiel que la recherche, à travers les apports de ces disciplines et les confrontations entre elles, garde sa première mission qui est une mission de connaissance et de critique et se garde bien de toute instrumentalisation aussi bien politique qu'économique. L'enjeu dans ce débat entre sciences et société est de faire en sorte que la recherche soit impliquée, mais sans être instrumentalisée.

Marcel Jollivet - Ne pourrait-on pas dire que le fonctionnement même de la communauté scientifique fait problème dans ce domaine ?

Bertrand Hervieu - Tout à fait. Il est vrai que c'est devenu une affaire « pro/anti » complètement manichéenne et que c'est tout à fait regrettable. En ce qui me concerne, je tiens à bien distinguer les deux problèmes que pose la question des OGM : celui de la transgénèse et celui des conditions de l'appropriation des résultats de la recherche. Ce que je souhaite quant à moi pour sortir par le haut de ce débat, c'est que nous avançons très vite dans la voie des nouvelles technologies de marquage des gènes, et donc dans le repérage des gènes d'intérêt, et dans la maîtrise de leur valorisation. Cela aurait l'immense mérite de relativiser la question de la transgénèse. Reste la question de l'appropriation et de la valorisation des résultats de la recherche publique, dont la solution passe, selon moi, par la « mutualisation » des résultats de la recherche.

Marcel Jollivet - Alors, venons-y.

Bertrand Hervieu - C'est une question qui me préoccupe beaucoup. Depuis qu'il existe, l'Inra a passé son temps, avec succès, à transférer les résultats de ses recherches. Jusqu'à ces dernières années, ce transfert était circonscrit au cadre national. Que ce fût à destination de l'agriculture ou des PME et PMI agro-alimentaires et même s'il s'agissait de servir des intérêts privés, on considérerait qu'au bout du compte, c'était la France qui y gagnait puisqu'on améliorerait les performances de son appareil de production et de transformation agricoles. Aujourd'hui, on ne peut plus dire ça, au moins en ce qui concerne les entreprises, puisque celles qui bénéficient des résultats de la recherche peuvent à tout moment passer sous le contrôle d'une multinationale ou d'une structure financière internationale. On peut donc s'interroger sur le sens d'une recherche publique nationale qui aiderait à accroître la compétitivité d'une multinationale tout en la dispensant de financer elle-même sa recherche-développement. Or, en même temps, nous avons besoin d'une recherche publique si l'on veut éviter que le progrès des connaissances ne soit confisqué par les firmes privées et guidé dans ses développements par la seule recherche de l'accroissement des taux de profit des firmes. Par ailleurs, toute agriculture qui perd la maîtrise de la connaissance et de la valorisation de son matériel génétique, tant végétal qu'animal, perd par la même occasion la dernière parcelle d'autonomie qui lui reste après la perte de la maîtrise de la transformation et de la distribution de ses produits. C'est donc notre capacité même à construire une agriculture européenne c'est maintenant le niveau auquel il faut se situer qui est en cause. Ce qui se joue là, c'est tout simplement le risque que les stratégies mondiales autour de l'alimentation soient uniquement commandées par les stratégies financières des multinationales.

Marcel Jollivet - Qu'entendez-vous par le terme de « mutualisation » ?

Bertrand Hervieu - Si je devais exprimer l'idée qu'il y a derrière ce terme en une formule, je dirais que c'est organiser le partage de l'effort de recherche entre recherche publique et partenaires privés, français et européens, pour permettre à ces derniers de maîtriser l'utilisation des avancées des connaissances qui en résultent. On évite ainsi l'écueil qu'en se dispersant dans des réseaux financiers internationaux, celles-ci servent en fin de compte des intérêts économiques étrangers aux finalités de la recherche publique qui les a permises³ : on fait au contraire en sorte qu'elles contri-

³ B. Hervieu, « Placer l'Inra en débat : les trois âges du partenariat », 2002, Interview accordée à J. Hommel, Inra.

buent au développement des secteurs (en l'occurrence agricole et agro-alimentaire) dont on veut protéger l'autonomie. J'ai en tête un exemple qui illustre parfaitement ce dont il s'agit. C'est Génomplante, programme qui fédère les efforts de l'Inra, du CNRS, de l'IRD et du Cirad, mais qui est porté par l'Inra. Un programme qui n'a pas son pareil dans le reste du monde. Son objectif scientifique mérite déjà en soi l'attention, puisqu'il s'agit de contribuer à l'amélioration des plantes grâce à une meilleure connaissance de leur génome, c'est-à-dire en quelque sorte en restant dans la voie traditionnelle de la sélection et donc, en développant une alternative à la transgénèse. Mais c'est le montage sur lequel il repose qui illustre ce que j'appelle « mutualisation » de la recherche. Il s'agit en effet d'un dispositif associant la recherche publique, ainsi que je viens de le dire, des PME, des PMI, ainsi qu'une grande firme (Bayer). Entre ces différents partenaires, il y a une double « mutualisation ». Tout d'abord sur le plan scientifique, à travers une discussion des recherches à mener et une mise en synergie des programmes de recherche tant privés que publics. Les partenaires privés font de l'excellente recherche, il est donc primordial pour la recherche publique de pouvoir s'appuyer sur eux. Cela stimule la compétition scientifique, mais cela fait plus encore : on peut dire en effet, du point de vue de l'acquisition des connaissances, que cela « socialise » la recherche dans la mesure où les résultats des recherches privées sont partagés et où, inversement, les résultats de la recherche publique sont en prise directe sur les acteurs de leur valorisation. Et c'est là le second aspect de la mutualisation : le programme de recherche est associé à une structure (une « société par actions simplifiée ») qui gère tout ce qui a trait à la propriété intellectuelle et à la propriété industrielle des résultats produits. Fait remarquable, nous avons obtenu que la recherche publique, bien que minoritaire en capital, y soit majoritaire en voix. Au total, nous avons affaire à un dispositif, si non de mutualisation complète, à tout le moins de sécurisation des applications des résultats de recherche. C'est encore trop artisanal, mais c'est déjà un progrès considérable par rapport à la situation qui prévalait avant. Depuis, nous avons fait mieux sur le plan de la mutualisation, à propos du génome animal, dans le cadre du programme Agénæ. L'idée est de travailler, dans la tradition de l'Inra, sur le modèle « gros bovin » et non pas, comme cela se fait le plus souvent, sur le modèle « souris ». Poursuivant mon objectif de mutualisation de la recherche, et aussi pour des raisons de prudence, j'ai estimé que l'Inra ne pouvait pas se lancer dans une aventure de ce genre sans avoir

l'aval des professionnels de l'élevage. Ma volonté est toujours la même : ne pas lancer de recherches sans penser au couplage avec la valorisation. À quoi bon faire de la recherche si c'est pour être ensuite désavoué par ceux à qui elle est destinée ! Pris de court, au départ, par notre démarche, les professionnels ont fini par s'organiser pour se présenter de façon coordonnée comme partenaires de l'Inra dans cette opération, à la fois pour participer financièrement à la recherche et pour profiter de ses résultats. On est donc là dans un cadre qui permet une mutualisation complète de la recherche avec les producteurs et qui assure pleinement la sécurisation des utilisations de ses résultats.

Marcel Jollivet - N'est-il pas paradoxal de défendre la recherche publique en la liant à des intérêts privés ?

Bertrand Hervieu - Il est vrai que cette façon de voir soulève des objections de la part de certains, pour qui la recherche publique doit travailler uniquement sur des fonds publics. Il en va, disent-ils, de son autonomie. Mais pour quoi faire ? Qui valorisera les résultats de cette recherche ? Quel rôle sera celui de la recherche publique dans l'utilisation de ces résultats ? Un rôle limité à l'expertise pour contrôler la qualité du travail des firmes qui les utiliseraient ? Mais, pour que l'expertise soit bonne, il faut que la recherche publique soit au plus près de la « recherche en train de se faire ». Par ailleurs, c'est par la participation de la recherche publique à la valorisation que l'on peut éviter la création de monopoles utilisant ses résultats. La recherche s'inscrit alors dans des dispositifs alliant l'ouverture sur la compétition et la sécurisation de l'utilisation de ses résultats. Ce dossier est pour moi capital, car il pose toute la question de la socialisation de la science et de ses enjeux. Une condition initiale pour que ceci soit possible est évidemment que les partenaires de la recherche formulent une demande ou, au moins, expriment une attente. De ce point de vue, l'intérêt de la démarche que je propose est de faire renaître, chez les agriculteurs, un intérêt pour la recherche : discuter de ses orientations en les liant à la question de l'appropriation de ses résultats s'avère la bonne voie. La grande ambition que l'on doit, me semble-t-il, avoir est d'étendre cette démarche à l'échelle européenne. Ceci pourrait assurer à l'Europe son autonomie quant à son approvisionnement en matériel génétique, tant végétal qu'animal. On n'est en effet pas à l'abri, comme le montrent des exemples d'un passé récent, d'une décision de telle ou telle firme de ne plus distribuer ses semences dans tel ou tel pays, que ce soit pour des raisons politiques ou dans le cadre de stratégies mondiales de localisation des productions. Dans une géo-

stratégie complexe où les intérêts financiers des firmes peuvent à un moment donné rencontrer les intérêts politiques de telle ou telle grande puissance, on peut se heurter à ce genre de situation. On est donc là face à un des grands enjeux de la construction européenne. Mais ce qui est aussi en jeu, c'est l'existence même du métier d'agriculteur comme métier ayant encore une marge d'autonomie. Le monde agricole a une longue tradition de pratique de la mutualité ; c'est un outil qu'il a beaucoup utilisé pour sa défense collective. La « mutualisation » de la recherche que je propose prolonge cette tradition et la met à l'heure du siècle en l'appliquant à l'acquisition des connaissances, qui occupe une place désormais essentielle dans le devenir de l'agriculture. Cette maîtrise des connaissances est sans doute le dernier rempart à la transformation des agriculteurs en travailleurs à façon des firmes tant d'amont que d'aval.

Marcel Jollivet - Je voudrais terminer par une question qui s'adresse à la fois au sociologue et au président de l'Inra. Vous avez dit tout à l'heure, pour justifier votre prise de position par rapport aux essais aux champs des OGM, que vous deviez respecter le travail des chercheurs. Et en effet, à partir du moment où le processus de recherche est lancé, où des chercheurs se sont investis – et, qui plus est, l'ont fait avec l'aval, si ce n'est sous l'injonction, de l'organisme dont ils dépendent –, remettre en cause ce qu'ils font revient à les désavouer. Ceci signifierait que tout se joue au moment où l'on décide de prendre telle ou telle orientation de recherche et qu'ensuite, il est rapidement trop tard pour revenir en arrière. Comme les résultats de la recherche passent de plus en plus rapidement dans le domaine des applications, ce constat n'invite-t-il pas à s'interroger sur la façon de choisir les orientations à donner à la recherche qui se situe en amont de celles-ci ? Et si choisir une orientation de recherche constitue une responsabilité et engage celle de celui qui prend cette décision, à qui peut revenir cette responsabilité ? En tant que président de l'Inra, vous êtes évidemment directement confronté à cette question, comme le montrent les débats autour des OGM et du clonage notamment. Et le sociologue, de son côté, est nécessairement interpellé dans la mesure où il sait que l'adoption de l'innovation est autant affaire de rapports sociaux – et notamment de rapports de pouvoir – de toutes natures que de science et de technique. Ne devrait-on pas s'interroger sérieusement sur les processus à la fois cognitifs et sociaux qui vont de la connaissance à l'innovation, pour mieux les comprendre et les maîtriser ? Ne faudrait-il pas aller jusqu'à se demander s'il ne conviendrait pas de soumettre à un contrôle le

processus de connaissance initiale ? C'est évidemment toute la question de la liberté de la recherche qui est posée. Comment le croisement de ces deux regards vous conduit-il à voir les choses ?

Bertrand Hervieu - Je suis tout à fait d'accord pour dire que ces questions se posent. Et qu'elles ont une incontestable gravité. Je crois que, très vite, il va nous falloir construire des dispositifs de débat des orientations en matière de recherche. C'est indispensable si l'on veut éviter que le fossé ne continue de se creuser entre le corps social et la communauté scientifique. C'est dans cet esprit que j'ai pris l'initiative d'organiser des réunions sur chacune des cinq priorités que l'Inra a affichées dans son document d'orientation. Mon souci était d'aller au-delà du débat inévitablement très limité, tant en termes de temps que de diversité des points de vue pouvant s'exprimer, qu'il est possible d'avoir sur ce document au sein du conseil d'administration. J'ai veillé à ce que consommateurs, agriculteurs, militants environnementalistes et politiques soient toujours représentés dans ces réunions. Cette expérience s'est révélée très positive et nous servira à redéfinir nos orientations pour la période 2005-2008. C'est évidemment une expérience limitée, mais elle répond dans mon esprit à une véritable préoccupation en raison de la coupure que je ressens entre les milieux scientifiques et la société. Si l'on veut que les groupes sociaux concernés par les résultats des recherches se rapprochent de la science, partagent une culture scientifique dont la mobilité et la complexité n'ont jamais été aussi grandes, il faut qu'ils y trouvent de l'intérêt. Il faut donc construire ce partage de l'intérêt. Et, en fin de compte, je retrouve là mes propositions de mutualisation de la recherche : les agriculteurs que l'Inra peut intéresser aujourd'hui aux développements de la science sont ceux avec lesquels il arrive à discuter du pourquoi des orientations choisies et du comment de l'appropriation de ce qui en ressort. La connaissance se retrouve, certes, au bout du compte, assujettie au règne de la marchandise. Mais cela ne signifie pas qu'elle soit totalement exclue du domaine public. Pensons au domaine de la santé par exemple : bien que participant pleinement à l'univers marchand, n'est-il pas par excellence affaire publique ? Je pense qu'il en va de même pour l'agriculture et l'alimentation, affaires de l'État s'il en est ! Si l'on veut que la connaissance ne soit pas totalement un instrument au service de la logique marchande, mais demeure l'objet et l'outil d'un partage culturel, d'une culture collective et, qui plus est, d'une pratique de la démocratie, il faut trouver des formes au moins ponctuelles de ce partage ; et j'ai la conviction que la mutualisation des connaissances en est une qui est à notre

portée. Peut-être même est-ce la seule... En tout cas, cette articulation de ce qui est de l'ordre du privé et de ce qui est de l'ordre du public me paraît être une des questions clés de notre époque, sur laquelle il est urgent d'avancer. Or, par ses finalités et ses objets de recherche, l'Inra est un des lieux de science qui a à innover en la matière ; c'est aussi, par sa culture, un des lieux qui est le mieux à même de le faire. C'est du moins cette conviction qui guide mon action.

Marcel Jollivet - Voilà pour la réponse du président de l'Inra. Qu'en est-il de celle du sociologue ? Comment voyez-vous la sociologie dans tout cela ?

Bertrand Hervieu - Il existe un énorme besoin de comprendre comment émergent les questions scientifiques, comment elles débouchent sur des applications, comment ces applications agissent sur les évolutions des sociétés, comment elles peuvent y provoquer des évolutions imprévues et avec quel *feed back* sur le questionnement scientifique. Com-

ment aussi – et je reviens là sur ce que j'ai déjà dit – les connaissances acquises, tout en servant à alimenter le système économique capitaliste, peuvent être socialisées, c'est-à-dire mises au service de l'intérêt général et, plus encore, être maintenues dans le patrimoine commun d'une société, si ce n'est dans celui même de l'humanité. Il me semble que la sociologie a beaucoup de mal à se saisir de cet ensemble de questions. Elles doivent d'ailleurs être traitées en interdisciplinarité. Le fait que je me les pose est sans aucun doute beaucoup plus lié à l'expérience que je tire des responsabilités que j'ai occupées et de celles que j'occupe aujourd'hui qu'à mon expérience de chercheur en sociologie. D'où ce décalage que je ressens avec la communauté scientifique des sociologues. Il serait certainement bon que je tire, en sociologue, un bilan de mon expérience de l'administration de la recherche et de mon engagement dans l'action politique. Un jour peut-être...



Biographie

Bertrand Hervieu est Directeur de recherche au CNRS (Centre d'étude de la vie politique française) et professeur à l'Engref (Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts). Il a été chargé de mission au ministère du travail, conseiller technique auprès d'un premier ministre (E. Cresson) et de trois ministres de l'agriculture (H. Nallet, L. Le Pensec, J. Glavany), et Directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture. Il a été président d'Euragri (réseau des responsables européens de la recherche agronomique publique) de 2001 à 2002. Il est membre des conseils d'administration du Cirad, de l'Ifremer et de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Il anime également un réseau européen de réflexion sur les politiques agricoles et rurales européennes appelé « Groupe de Bruges ». Il est auteur ou co-auteur d'une dizaine d'ouvrages et de nombreux articles portant sur les transformations de l'agriculture, de la paysannerie, de la politique agricole et du monde rural.

Bibliographie sélective

L'Archipel Paysan (avec Jean Viard), La Fin de la République Agricole Éditions de l'Aube, 2001
Au Bonheur des campagnes, (avec Jean Viard) Éditions de l'Aube, 1996 et 2001
Du Droit des peuples à se nourrir eux-mêmes Paris, Flammarion, 1996
Les Agriculteurs Paris, PUF 1996, Coll. Que sais-je ?
Les Champs du Futur Paris, Éditions François Bourin, 1993, Julliard 1994

Available online at www.sciencedirect.com

SCIENCE @ DIRECT®